

Un plan pour les quartiers défavorisés d'Afrique du Sud

Dans les quartiers pauvres des grandes villes sud-africaines, la population augmente à un rythme effréné. Seule une administration publique efficace est à même de mettre en place l'infrastructure nécessaire. C'est là qu'entre en jeu la politique de développement du Secrétariat d'État à l'économie. *Franziska Spörri, Sibylle Hägler*

Abrégé La Suisse entend renforcer les institutions dans les villes africaines. Dans cet esprit, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) soutient le City Support Programme mis au point par le gouvernement sud-africain en vue d'optimiser le fonctionnement des administrations urbaines. Cette initiative est d'une importance particulière pour les quartiers pauvres en pleine croissance, car bon nombre de ménages dans ces implantations sauvages n'ont ni électricité ni eau courante. Les efforts déployés visent à réduire la pauvreté à long terme.

En Afrique du Sud, les villes sont le moteur du développement économique. Elles connaissent une évolution démographique importante, qui appelle une planification à long terme. Pour la mener à bien, il faut des institutions fortes et un service public de qualité.

Dans les grandes villes, comme Johannesburg, Durban ou Le Cap, les institutions et le service public sont affaiblis par l'ampleur de la ségrégation géographique mise en place sous le régime de l'apartheid et dont les traces sont encore visibles aujourd'hui. La population pauvre (majoritairement noire) vit dans de simples cabanes dans des implantations sauvages. Il s'agit de quartiers pauvres aux abords des villes, où les services de base sont défectueux et qui sont situés loin des principaux pôles de travail.

L'exemple du Cap illustre parfaitement la situation: un habitant sur cinq vit dans une implantation sauvage. L'un des principaux défis qui se posent



L'apartheid a élargi le fossé qui sépare les riches des pauvres. Le township de Khayelitsha à la périphérie du Cap.

KEYSTONE



Une jeune fille amène de l'eau dans une habitation de Nyanga, un quartier pauvre du Cap. De nombreux foyers ne sont pas raccordés à l'eau courante.

dans ces quartiers tient au rythme de la croissance démographique. Malgré les efforts déployés pour mettre des logements sociaux à la disposition de la population, les nouvelles constructions ne sont pas en mesure de répondre à la demande.

Il en résulte un cercle vicieux : la qualité de vie baisse à mesure que la population augmente, ce qui complique l'approvisionnement en services de base. Résultat : 14 % des habitants du Cap n'ont pas accès à des installations sanitaires et un sur quatre n'a pas l'électricité.

S'ajoute à cela le fait que, dans l'ensemble, la ville peine à réaliser les projets complexes. Cela tient en partie à une coordination insuffisante des procédures administratives. Il n'est en effet pas rare que plusieurs services soient impliqués en parallèle, ce qui peut entraîner un manque de contrôle budgétaire et des incertitudes quant aux attributions de chacun.

Les canalisations et les transports publics, pour commencer

Pour relever ces défis, le gouvernement sud-africain s'appuie notamment sur le City Support Pro-

gramme. Son but est d'atteindre une croissance durable dans les huit plus grandes régions métropolitaines du pays, afin d'améliorer leur compétitivité et leur gestion financière.

En planifiant les finances publiques et les infrastructures urbaines de manière plus innovante et plus durable, on améliore l'accès aux services publics (secteur de l'eau et des eaux usées, p. ex.) de même que leur qualité. Cela profite en particulier aux couches les plus pauvres de la population.

L'amélioration des transports publics et des conditions-cadres pour les PME sont d'autres

La stratégie du Seco en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est un pays partenaire du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) depuis 2009. Dans sa stratégie pour les années 2013 à 2016, celui-ci définit les domaines suivants pour la coopération économique au développement :

- promotion économique de villes et de régions sud-africaines ;
- croissance respectueuse du climat ;
- renforcement de l'Afrique du Sud en tant que moteur de l'économie de la région subsaharienne.

La Confédération dispose d'un budget de quelque 60 millions de francs pour la mise en œuvre de projets et de programmes dans le cadre de la stratégie de coopération avec l'Afrique du Sud pour les années 2013 à 2016. À partir de 2017 et jusqu'en 2020, cette stratégie se fondera sur le nouveau message relatif à la coopération internationale et renforcera les axes thématiques actuels.

éléments centraux de ce projet qui n'intervient pas uniquement à l'échelon des villes, mais s'inscrit dans un concept national (ministère des Finances). Ainsi, des interventions ponctuelles peuvent servir d'enseignement pour l'ensemble du pays et engendrer des mesures d'envergure nationale.

La Banque mondiale, dont l'expertise a été sollicitée dans le cadre du programme, propose, pour Le Cap, de renforcer les connaissances techniques et le savoir des employés de la ville. Elle suggère également d'améliorer la collaboration entre les unités administratives urbaines pour développer les services publics dans les implantations sauvages.

Des équipes interdisciplinaires au sein de l'administration urbaine

Depuis juillet 2015, le Seco soutient le City Support Programme dans le cadre de la coopération économique au développement (voir *encadré*). Grâce à ce projet, Le Cap est mieux armé pour améliorer l'approvisionnement de base dans les quartiers pauvres. La coopération entre les unités administratives permet de coordonner les démarches, ce qui améliore la planification et la mise en œuvre de tels projets. En application de ce principe, la Banque mondiale réunit les services concernés autour d'une table et soutient la création d'équipes interdisciplinaires qui coopèrent au-delà des limites départementales.

L'efficacité des procédures en matière de planification et de budget permet de garantir

l'approvisionnement de base dans les implantations sauvages. Des formations ad hoc sont donc prévues pour les collaborateurs de la ville.

Le City Support Programme renforce ainsi les institutions et les services dans les villes sud-africaines. Cela se reflète entre autres dans des finances publiques saines, à même de financer les dépenses nécessaires, et dans une infrastructure qui fonctionne, pour assurer à la population et à l'économie l'accès aux services de base. Enfin, des institutions fortes entraînent une croissance inclusive et une réduction de la pauvreté.

L'engagement suisse en faveur des villes sud-africaines fait partie de la stratégie du Seco pour les années 2017 à 2020. Cette dernière s'intègre dans le nouveau message du Conseil fédéral sur la coopération internationale¹, pour lequel des institutions et des services efficaces continueront d'être des piliers importants de la croissance durable.

¹ Voir l'article de Catherine Ducre-Mauroux et Patrick Stadler (Seco) dans le présent numéro.



Franziska Spörri

Collaboratrice scientifique, secteur Soutien macroéconomique, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Sibylle Hägler

Collaboratrice scientifique, secteur Finance-ment des infrastructures, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne